



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 21/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **BIG BENNES**

Mont Saint Sébastien  
77111 SOIGNOLLES EN BRIE

Références : E/22- **2212**  
Code AIOT : 0006502713

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement BIG BENNES implanté ZA Mont Saint Sébastien 77111 SOIGNOLLES EN BRIE. L'inspection a été annoncée le 06/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIG BENNES
- ZA Mont Saint Sébastien 77111 SOIGNOLLES EN BRIE
- Code AIOT : 0006502713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société BIG BENNES est autorisée, au bénéfice des droits acquis, par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 à l'exploitation du centre de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux à ZA de Mont-Sébastien, rue du Mont à Soignolles-en-Brie (77111).

La société BIG BENNES est également soumise à :

- l'arrêté préfectoral n° 2015/DRICE/UD77/164 du 05 août 2016 imposant des prescriptions

complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

En dehors des points de contrôle prévus dans le cadre de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté au niveau de la plateforme 1 que le stockage des bigs bags contenant des déchets d'amiante dépassait la zone dédiée à leur entreposage à l'abri des intempéries. L'exploitant a indiqué que cette situation est occasionnelle et est générée par un retard d'évacuation par le prestataire. L'exploitant s'est engagé à évacuer ces bigs bags dans les plus brefs délais et de transmettre le justificatif à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que le point de prélèvement des eaux (pour la réalisation des analyses qualitatives des eaux avant rejet) situé au niveau de la vanne d'isolement P1 était sécurisé par un grillage sur lequel étaient présents plusieurs débris métalliques provenant du caisson en béton de stockage de déchets métalliques limitrophe. L'inspection note

que des consignes ont été transmises pour l'évacuation desdits débris et pour rappeler aux employés l'obligation de respecter la hauteur du caisson afin de préserver les vannes d'isollements et de prélèvement situées à l'arrière dudit caisson.

Par courrier électronique du 21 octobre 2022, la société BIG BENNES a transmis les justificatifs de la levée des observations précitées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.2	/	Sans objet
2	Dispositif de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.3	/	Sans objet
3	Aire d'entreposage,	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.3	/	Sans objet
4	Réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5	/	Sans objet
5	Contrôle des obturateurs	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5.2	/	Sans objet
6	Entretien débourbeur/déshuileur	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.1	/	Sans objet
7	Aménagement des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.2	/	Sans objet
8	Analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.3	/	Sans objet
9	Analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.3	/	Sans objet
10	Mesure des PCB	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.5	/	Sans objet
11	Mesures des niveaux d'émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.13	/	Sans objet
13	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société BIG BENNES respectait l'ensemble des prescriptions contrôlées.

Par ailleurs, l'inspection note que les rapports suivants lui seront transmis :

- rapport de contrôle du deuxième pont bascule prévu fin novembre 2022,
- rapport des analyses des rejets aqueux prévues fin novembre 2022,
- rapports de vérification des différents moyens de lutte contre l'incendie du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé de trois ponts bascules et d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) agréés et contrôlés conformément à la réglementation métrologique en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le site ne comprend que 2 ponts bascules. Le troisième n'a jamais été mis en œuvre.  Le contrôle du premier pont bascule a été effectué le 20 juin 2022. Une deuxième intervention de la société de contrôle a été réalisée le 29 juillet 2022 suite à la levée des observations indiquées lors de la vérification du mois de juin.  Le contrôle du deuxième pont bascule a été réalisé le 1er décembre 2021. Le prochain contrôle est prévu fin novembre 2022. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 2 : Dispositif de détection de matières radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ponts bascules sont équipés d'un système de détection de matières radioactives. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, à minima une fois par an, par un organisme agréé et habilité en matière de radioprotection
<b>Constats :</b> Les deux dispositifs de détection de la radioactivité ont vérifiés le 16 mai 2022. Les rapports de contrôle indiquent que les équipements sont conformes.  Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un détecteur supplémentaire portatif qui a été vérifié le 13 décembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Aire d'entreposage,

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol de ces aires est étanche
<b>Constats :</b> Lors de la dernière visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que certaines dalles de l'aire de déchargement de déchets étaient fissurées.  Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les dalles dégradées ont été remplacées à plusieurs endroits sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour les schémas de circulation des apports d'eaux et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le plan de réseau à jour des installations. Ce plan indique les différents réseaux de collecte des eaux du site, les drains, les raccordements, les dispositifs de rétention ainsi que les vannes d'isolement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle des obturateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle et maintenance des dispositifs d'obturation
<b>Constats :</b> Les vannes d'isolement du site font l'objet d'une vérification tous les deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Entretien débourbeur/déshuileur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> programme de contrôle et justificatifs d'entretien des débourbeurs et du bassin de rétention des eaux.
<b>Constats :</b> L'entretien des débourbeurs-déshuileurs et du bassin de rétention est effectué deux fois par an. Le dernier entretien a été réalisé le 25 février 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Aménagement des points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Identification sur site des points de prélèvement, - Accès aux points de prélèvement
<b>Constats :</b> Les deux points de prélèvement sont bien identifiés sur site et facilement accessible.  Par ailleurs, lors de la visite du site l'inspection des installations classées a constaté la présence de déchets métalliques à proximité du point de prélèvement situé derrière le casier d'entreposage de déchets métalliques qui a priori a débordé. Toutefois le point de prélèvement est protégé par une grille.  L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'il convient de respecter la hauteur du casier en béton pour l'entreposage des déchets afin de permettre l'accès au point de prélèvement en toute sécurité. L'exploitant a directement transmis des consignes pour éviter la reproduction d'une telle situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Analyse des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets aqueux doivent faire l'objet d'une autosurveillance mensuelle et d'une analyse semestrielle par un organisme agréé
<b>Constats :</b> Les analyses du 1 <sup>er</sup> semestre ont été réalisées le 31 mai 2022. le rapport des résultats des analyses indique que les rejets sont conformes.  Les analyses du deuxième semestre sont prévues fin novembre 2022. Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées.  En ce qui concerne l'autosurveillance. L'exploitant a indiqué que les analyses sont réalisées à chaque rejet (rejet en bâché) lorsque la quantité d'eau est suffisante pour être analysée et rejetée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Analyse des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, l'exploitant transmet dès réception les résultats de cette surveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
<b>Constats :</b> Les résultats des analyses semestrielles ainsi que les résultats d'autosurveillance (analyse avant chaque rejet) sont transmis sur GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Mesure des PCB

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.6.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des PCB doit être effectuée une fois par an par un organisme extérieur agréé
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise une analyse semestrielle des PCB (ajout de ce paramètre aux autres paramètres analysés semestriellement).  La dernière analyse a été réalisée le 31 mai 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Mesures des niveaux d'émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser, à ses frais, tous les trois ans une mesure des niveaux des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zones d'émergence réglementées les plus proches par une personne ou un organisme qualifié
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé une campagne d'analyse des émissions sonores en décembre 2021. Suite aux résultats d'analyse qui indiquait deux non conformités, l'exploitant a réalisé une nouvelle campagne le 7 avril 2022. Les résultats de cette dernière campagne indique que l'installation est conforme à tout point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification des moyens de lutte contre l'incendie du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>- extincteurs présents sur site,</li> <li>- réserve incendie 120 m<sup>3</sup></li> <li>- disponibilité de volume d'eau de 720m3 dans le bassin de 1500m3</li> <li>- RIA</li> <li>- 4 poteaux incendie (implantés à 100 m),</li> </ul>
<b>Constats :</b> La vérification des moyens de lutte contre l'incendie ont été contrôlés le 12 novembre 2021. Les différents rapports indiquent que les dispositifs sont conformes. <p>Lors de la visite l'inspection des installations classées a constaté que la réserve incendie était pleine ainsi que le bassin de 1500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a noté que l'organisme de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie intervenait sur le site le jour même. Les rapports de vérification des différents équipements seront transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 13 : Registre déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un registre des déchets sortants de l'installation
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place le registre dématérialisé de déchets dangereux.  Aucun bordereau de suivi de déchets papier n'est utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

